

D'une « écologie punitive » à une « écologie repoussoir » : Dynamiques affectives et discrédits médiatiques des enjeux écologiques en France

Direction : Nelly Quemener, Sorbonne université – CELSA, GRIPIC

Contexte et problématisation

Le projet doctoral présenté dans le cadre du programme « Jeunes chercheur·es » de SOUND souhaite interroger la montée en puissance des discours « anti-écologistes ». Si à l'échelle internationale, l'arrivée au pouvoir de personnalités issues des partis conservateurs et des extrêmes droites – Jair Bolsonaro au Brésil entre 2019 et 2023, Donald Trump aux États-Unis – s'accompagne d'un rejet des accords sur le climat et d'un déni du changement climatique, la situation en France dessine une tension singulière. La prise en compte, aux niveaux européen et national, de la « transition environnementale » ou du « renouvellement énergétique » fait de ces enjeux des objets de débat public, au moment même où les militantismes écologiques se voient de plus en plus disqualifiés, notamment au travers de leur assimilation à l'« éco-terrorisme ». Cette « diabolisation » (Jacob, 2010) n'est certes pas nouvelle et s'inscrit dans la continuité du traitement politique et médiatique de l'écologie politique (Villalba, 2022 ; Vrignon, 2022). Elle mérite toutefois d'être interrogée en tant qu'elle participerait d'une dépolitisation des mouvements écologistes et favoriserait l'avènement de prises de positions « anti- » et « climato-sceptiques ». Aussi ce projet propose-t-il d'initier une réflexion sur le lien entre le traitement médiatique de l'écologie et les expressions de rejet que cette dernière suscite à des échelles collectives et individuelles. Toute la question est de savoir dans quelle mesure la médiatisation de l'écologie alimente une « panique morale » pouvant soutenir des politiques publiques de répression ou de silenciation (Hall *et al.*, 1978 ; Codaccioni, 2019) et, plus encore, constituer le terreau de discours « anti-écologistes ».

Ce projet s'inscrit dans la continuité de travaux qui soulignent d'une part la constitution du « problème public » et une « politisation en trompe-l'œil » de l'écologie (Comby, 2015a, 2015b ; Prodhomme *et al.*, 2025), d'autre part, le rôle constitutif des dispositifs médiatiques et numériques dans l'apparition de processus de désinformation et la remise en cause de l'autorité des paroles expertes ou scientifiques (Dauphin, 2019 ; Doutreix, 2018 ; Giry, 2017). L'intérêt de ces travaux est d'esquisser les conditions d'apparition, de circulation et de naturalisation de régimes de savoirs et de connaissances sur l'écologie et de les désigner comme un terrain de luttes. À ce titre, si certaines recherches défendent l'existence d'une critique argumentée des discours hégémoniques à des fins politiques au sein de mouvements tels les des Gilets Jaunes (Lupovici, 2023), d'autres insistent sur la légitimation et la valorisation d'interprétations climato-sceptiques, inspirées des théories conspirationnistes (Godard, 2012 ; Zaccai *et al.*, 2012 ; Catellani et Lits, 2024) sous l'effet des dynamiques d'intensification des échanges médiées par les plateformes numériques (Quemener, 2022). Ce projet poursuit enfin les réflexions sur la construction sémio-discursive et la circulation de figures repoussoirs et « d'ennemis fantasmés » (les « wokes », les « féministes », la « gauche radicale ») dans le cadre des controverses ou polémiques autour de questions de société – notamment du genre ou de la sexualité (Husson, 2018 ; Gallot et Pasquier, 2018). Appliqués à la question de l'écologie, l'enjeu est d'interroger les mots et les signes qui (dé)font l'écologie ainsi que le rôle constitutif des dispositifs d'écriture numérique dans l'émergence d'ethos et de prises de parole polémiques (Pailler et Cervulle, 2014 ; Julliard, 2018).

L'objectif de ce projet doctoral est d'abord de saisir les dynamiques d'apparition et de circulation des discours « anti-écologistes » ainsi que leur élévation au rang de régimes de contre-vérité, au travers d'une attention portée aux dispositifs médiatiques (grands médias et plateformes) et aux figures d'autorité qui participent à les incarner et à les légitimer. Il est ensuite d'étudier les contours sémio-discursifs de ces discours et en leur sein, du discrédit d'enjeux – « l'environnement », la « nature », le « climat » – dont nous pouvons supposer qu'ils bénéficieraient jusque-là d'une certaine aura. Ce discrédit s'articule à une mise en doute de la parole scientifique sur le changement climatique.

Pour ce faire, ce projet distinguera trois niveaux d'analyse. Le premier niveau consiste à aborder les discours « anti-écologistes » en tant qu'ils participent d'une configuration conjoncturelle du débat public. À ce titre, l'approche par la sphère publique de Nancy Fraser (2001) est pertinente en ce qu'elle propose d'envisager l'espace public comme étant hiérarchisé et constitué de multiples arènes. Elle ouvre la voie pour appréhender la conflictualité et la circulation des discours entre et au sein des espaces publics (Dalibert, Lamy, Quemener, 2016). Il s'agira alors de saisir la distribution des conceptions de l'écologie

(comme « urgence », « problème », « punition ») dans les différents espaces médiatiques et numériques où elles se réalisent, ainsi que les conflits de définition et de savoir qu'elles font émerger. Cette approche implique de porter une attention aux effets des dispositifs de médiation sur la part polémique des débats (Candel, Gomez-Meija, 2016). Elle considère le rôle constitutif des figures – personnalités publiques et politiques – dans l'incarnation et la légitimation de ces régimes de savoir.

Le deuxième niveau s'intéresse aux dynamiques affectives à l'œuvre dans la médiatisation de l'écologie. Par ce terme, il s'agit d'envisager la mesure dans laquelle l'écologie est devenue un sujet de polémiques (Amossy, 2008), marquées par des échanges intenses et des réactions en chaîne. Ces derniers favorisent la multiplication des avis et les expressions d'émotions (Julliard, 2018). Ils sont façonnés au travers de logiques de présentation de soi et d'affichage, constitutives des régimes de respectabilité – *i.e.* des postures défensives ou au contraire une apparente sensibilité à l'écologie qui deviennent des ressorts de valorisation (Skeggs, 2018 ; Quemener, 2022). L'enjeu est de rendre compte des rapports sociaux (de genre, de classe, de race) que la distribution de ces prises de position et postures esquisse.

Le troisième niveau d'analyse est celui des discours en circulation et des « systèmes de signification » associés à l'écologie dans la sphère publique. L'enjeu est d'exhumer les « effets réels », au sens de Stuart Hall (2008) de la conflictualité autour de l'écologie sur la configuration des discours à disposition et les logiques de valorisation et de légitimation de certains cadres d'interprétation du monde. L'approche sémio-discursive permet à ce titre de repérer dans les images et les textes mobilisés dans les médias ou sur les plateformes, les jeux de (dis)qualification et la production de figures repoussoirs ou attractives. Au-delà, elle invite à explorer la circulation et l'appropriation de ces cadres d'interprétation dans les processus ordinaires de politisation.

Dans la continuité de ces pistes de recherche, le projet de recherche doctorale vise à interroger : 1/ la conflictualité dans la médiatisation (grands médias et plateformes) de l'écologie et les ressorts de l'avènement d'un « anti-écologisme » ; 2/ le rôle des dispositifs (médiatiques, numériques) sur les régimes d'attention et d'affects autour de l'écologie, la façon dont ces derniers encouragent, produisent et favorisent des postures défensives et assertives vis-à-vis de l'écologie ; 3/ les effets de ces dynamiques discursives et affectives sur l'autorisation et la valorisation de certains comportements et certaines expressions de ressentis vis-à-vis de l'écologie.

Mise en œuvre et objectifs scientifiques

Développer une socio-histoire et une cartographie des débats autour de l'écologie

Le projet de recherche s'attachera à rendre compte des espaces particuliers (grands médias, plateformes) d'avènement des débats et des tensions autour de l'écologie. Adoptant une perspective historique et socio-politique, il s'agira d'abord d'identifier les (dis-)continuités dans l'appropriation médiatique des problématiques liées à l'écologie au travers de l'étude de corpus tirés des grands médias. Une attention particulière sera portée aux moments de rupture et de crise ayant favorisé le développement d'une conception disqualifiante et d'arguments « anti- », ainsi qu'aux figures incarnant les différentes conceptions de l'écologie dans le débat public.

Dans une perspective cartographique, il s'agira ensuite de rendre compte de l'actualisation et les dynamiques d'intensification de la conflictualité autour de l'écologie. Ancrée en sciences de l'information et de la communication, une attention sera portée à la circulation transmédiatique et transplateforme des discours sur l'écologie. Comment et où émergent les conflits autour des problématiques écologiques ? Dans quelle mesure et au travers de quelles performances certaines figures publiques participent-elles des polémiques ? L'enjeu est de produire une cartographie relationnelle des échanges au moyen d'outils de traitements de données permettant l'établissement de lexiques, de répertoires ou de motifs, ainsi que de logiques de rapprochement, de distanciation et d'intensification.

Étudier l'apparition et la circulation des discours « anti-écologistes »

Le projet de recherche doctoral exhumera dans un deuxième temps les ressorts affectifs et discursifs qui travaillent les prises de position dans le débat public sur l'écologie. Pour cela, il interrogera la façon dont ces prises de position se matérialisent dans des ethos et des comportements particuliers – d'adhésion ou de défense – porteurs des conceptions différenciées de l'autorité et de la vérité. L'opérationnalisation de ces questionnements pourra s'attacher à l'étude de moments clés de la vie publique en France,

notamment de périodes électorales susceptibles de favoriser les expressions contradictoires sur l'écologie. L'objectif est de saisir les logiques de politisation afférentes aux réactions et aux postures, plus ou moins défensives ou « anti- », émergeant dans les débats.

Deux démarches pourront être envisagées. La première, complémentaire du volet cartographique, relèvera de l'étude sémio-discursive des comportements et des émotions dans les débats autour de l'écologie dans les grands médias et sur les plateformes. La deuxième consistera en l'analyse sociologique des appropriations situées de ces postures et de ces positions dans les espaces du quotidien. Un partenariat avec l'Arcom pourrait donner accès à leur enquête sur « Les Français et l'information » et permettre d'évaluer la place de l'écologie dans les pratiques informationnelles. Il sera complété par une démarche par entretiens (individuels et/ou collectifs) visant à comprendre le lien entre les polémiques autour de l'écologie et la remise en cause des paroles d'autorité (scientifiques, institutionnelles, politiques).

Pour une écologie populaire : actions de médiation, partenariats

Ce projet doctoral pourra faire l'objet d'un partenariat avec l'Arcom, dans l'optique de travailler sur la place de l'écologie dans l'enquête sur « Les Français et l'information ». Il s'accompagnera d'actions de médiation auprès de publics non universitaires. L'enjeu est de développer une offre d'ateliers de sensibilisation aux enjeux écologiques, menés en collaboration avec les associations de l'Éducation populaire (par exemple, la fédération Aoréven) et les acteur·trice·s de l'éducation aux médias et à l'information (avec le CLEMI par exemple). Il est en outre de contribuer à la création d'outils pédagogiques de sensibilisation aux processus de désinformation à destination des jeunes publics. Ces ateliers pourront être ensuite proposés aux institutions dédiées aux sciences et à la culture (ex : Musée des sciences et de l'industrie, Institut de l'Océan) ou aux fondations d'entreprise (La Fondation de mer). Le projet pourra enfin donner lieu à des interventions ciblées à destination des professionnel·le·s des médias, dans le cadre de formations courtes sur la désinformation ou les *fakes news*.

Profil d'étudiant·e recherché·e

Le profil recherché est assez large mais doit comporter une expérience en sciences de l'information et de la communication et un intérêt pour la sociologie, la science politique et l'histoire. L'encadrement se situera dans le champ disciplinaire de la directrice, professeure en sciences de l'information et de la communication à Sorbonne Université, CELSA, dont les recherches récentes portent sur les rapports de pouvoir dans les médias, ainsi que sur les ressorts affectifs et idéologiques des polémiques nourrissant une proximité avec l'extrême droite.

Budget fonctionnement

Type de dépenses	2025-2026	2026-2027	2027-2028	
Matériels informatiques (ordinateur, disques durs), accessoires et Licences	1940			1940
Frais de mission liés à un terrain en région (entretiens collectifs et individuels)		400	600	1000
Déplacements et logement dans le cadre de dispositifs de médiation et d'interventions dans des associations d'Éducation populaire, des institutions éducatives (lycée et collèges), publiques (musées des sciences), en accompagnement avec l'Aoréven et le CLEMI	720	720	720	2160
Valorisation de la recherche (frais de mission liés à la participation à des congrès nationaux et internationaux, inscriptions à des sociétés scientifiques)	400	400	1500	2160
Achats d'ouvrages	200	200	200	600
	3260	1720	3020	8000

Calendrier

	Projet doctoral	Actions de médiation
Année 1	État de la littérature sur les enjeux écologiques Élaboration du cadre théorique de la recherche	Mise en place d'un partenariat avec l'ARCOM pour identifier la place de l'écologie dans leurs enquête « Les Français et l'information »
	Recueil du corpus médiatique et analyse des pics à l'aide d'un logiciel d'analyse sémantique de corpus	Mise en place d'une offre d'ateliers de sensibilisation aux enjeux écologiques, en partenariat avec les associations de l'éducation populaire et de l'EMI
Année 2	Collecte d'un corpus numérique (Tik Tok, YouTube) avec l'aide des outils développés par CERES Mise en place des premières formes de visualisation du corpus	Extension de l'offre d'ateliers de sensibilisation aux enjeux écologiques aux institutions culturelles et scientifiques tels le Musée des sciences et des techniques et l'Institut de l'Océan
	Étude de pans ciblés du corpus pour comprendre la conflictualité à l'échelle des échanges Construction d'une méthodologie par entretien collectif	Mise en place d'ateliers de sensibilisation avec les professionnel·le·s de l'EMI à destination des jeunes publics Poursuite du partenariat avec l'ARCOM
Année 3	Entretiens collectifs autour de débats publics portant sur l'écologie	Création de modules de formation à destination des professionnel·le·s des médias
	Rédaction de la thèse	

Bibliographie

AMOSSY Ruth (2008), « Dimension rationnelle et dimension affective de l'ethos », dans Michael Rinn (dir.), *Émotions et discours : l'usage des passions dans la langue*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

CANDEL Etienne et GOMEZ-MEJIA Gustavo (2016), « Le bouton like : poétique du clic, vertige des discours », *Semen* [En ligne], n° 42, 2016. URL : <http://journals.openedition.org/semen/10623>

CATELLANI Andrea, LITS Grégoire, dir. (2024), *Transitions en tension : Controverses et tensions autour des transitions écologiques*, Londres, ISTE Éditions.

CERVULLE Maxime et PAILLER Fred (2014), « # mariagepourtous : Twitter et la politique affective des hashtags », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 4. URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/717>

CODACCIONI Vanessa (2019), *Répression. L'état face aux contestations politiques*, Paris, Éditions Textuel.

COMBY Jean-Baptiste (2015), « La politisation en trompe-l'œil du cadrage médiatique des enjeux climatiques après 2007 », *Le Temps des médias*, vol. 2, n° 25, p. 214-228.

COMBY Jean-Baptiste (2015), *La question climatique : genèse et dépolitisation d'un problème public*, Paris, Liber.

COMBY Jean-Baptiste, MALIER Hadrien (2021), « Les classes populaires et l'enjeu écologique. Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses », *Sociétés contemporaines*, vol. 4, n° 124, p. 37-66.

DALIBERT Marion, LAMY Aurélia, QUEMENER Nelly (2016), Dossier « Circulation et qualification des discours. Conflictualités dans les espaces publics (1) », *Études de communication*, n° 47.

DAUPHIN Florian (2019), « Les Fake News au prisme des théories sur les rumeurs et la propagande », *Études de communication*, vol. 53, n° 2, p. 15-32.

- DOUTREIX Marie-Noëlle (2018), « La fausse information au regard des vertus épistémiques de Wikipédia », *Le Temps des médias*, vol. 30, n° 1, p. 91-104.
- FRASER Nancy (2001 [1992]), « Repenser la sphère publique : contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », trad. de M. Valenta, *Hermès*, n° 31, p. 125-157.
- GALLOT Fanny, PASQUIER Gaël (2018), « L'école à l'épreuve de la "théorie du genre" : les effets d'une polémique. Introduction », *Cahiers du Genre*, n° 65, p. 5-16.
- GIRY Julien (2017), « Étudier les théories du complot en sciences sociales : enjeux et usages », *Quaderni*, n° 94, p. 5-11.
- GODARD Olivier (2012), « Le climato-scepticisme médiatique en France : un sophisme moderne », *Écologie & Politique*, n° 45, p. 47-69.
- HALL Stuart (2008 [1982]), « La redécouverte de "l'idéologie" : retour du refoulé dans les Media Studies », dans *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, édition établie par Maxime Cervulle, trad. de C. Jaquet, Paris, Éditions Amsterdam, 2nd édition, p. 129-168.
- HALL Stuart, CRITCHER Chas, JEFFERSON Tony, CLARKE John et ROBERTS Brian (1978), *Policing the Crisis : Mugging, the State and Law and Order*, Londres et Basingstocke, The Macmillan Press.
- HUSSON Anne-Charlotte (2018), *Les mots du genre : Activité métalinguistique folk et constitution d'un événement polémique*, Thèse en Linguistique, Université Sorbonne Paris Cité.
- JACOB Jean (2010), *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel.
- JULLIARD Virginie (2018), *La « différence des sexes » sur Twitter : les conditions d'observabilité d'un engagement affectif et émotionnel*, Habilitation à diriger des recherches en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris-Est, UTC.
- LUPOVICI Raphaël (2023), *La critique des médias par les Gilets jaunes. Étude des appuis sociaux et numériques de la contestation politique*, Thèse en sciences de l'information et la communication, Université Sorbonne Nouvelle.
- PRODHOMME Magali, CARLINO Vincent, MERCIER Arnaud, Dossier « Le journalisme face aux défis environnementaux », *Les cahiers du journalisme* [En ligne], n° 11.
- QUEMENER Nelly (2022), « Les réactions à Dieudonné au prisme des intensités affectives : d'un emballement médiatique à l'avènement d'une communauté réactive en ligne », Habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, Université Lumière Lyon 2.
- SKEGGS Beverley (2018 [2011]), « Une autre conception de la personne : régimes de valeur et pratiques d'autonomisation de la classe populaire », trad. de N. Quemener, C. Le Gouëz et M. Cervulle, *Poli – Politique de l'image*, n° 14, p. 6-25.
- VILLALBA Bruno (2022), *L'écologie politique en France*, Paris, La Découverte.
- VRIGNON Alexis (2022), *Naissance de l'écologie politique en France : une nébuleuse au cœur des années 1968*, Rennes, PUR.
- ZACCAI Edwin, GEMENNE François, DECROLY Jean-Michel, dir. (2012), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Paris, Presses de Sciences Po.